



Voile

Le chef de l'Etat appelle à la responsabilité

INTERVENANT DANS le débat autour de la laïcité, Macron dénonce la confusion ambiante et l'« irresponsabilité » de « certains commentateurs politiques ».

Mais il refuse de trancher dans une polémique qui traverse son propre gouvernement.

PAGE 7

FRANCE

Voile : Macron contraint de sortir de sa réserve

Mercredi, le président a fustigé l'« irresponsabilité » des « commentateurs », sans trancher le débat dans sa majorité

TOULOUSE - *envoyé spécial*

Lever les ambiguïtés et en même temps clore le chapitre. C'est ce qu'a essayé de faire Emmanuel Macron, mercredi 16 octobre, au sujet de la laïcité, qui divise son gouvernement et la majorité depuis près d'une semaine.

Le chef de l'Etat a d'abord cherché à faire dévier cette question clivante. Interrogé lors de la conférence de presse qui clôturait le conseil des ministres franco-allemand, à Toulouse, il a notamment pointé du doigt l'« irresponsabilité » de « certains commentateurs politiques » qui amalgament dans ce débat des problématiques distinctes. « Vous voudriez me mettre le singe sur l'épaule, je crois qu'il est sur la vôtre », a répondu Emmanuel Macron à un journaliste. *Tout a été confondu dans le débat et les commentaires.*

« Le communautarisme, ce n'est pas le terrorisme, il faut distinguer ces deux notions, a-t-il encore ajouté. [Le communautarisme], c'est la volonté de faire sécession dans la République, au nom d'une religion, mais en la dévoyant. »

En rebondissant de la sorte, le président de la République a tenu à rappeler le sens de son discours prononcé dans la cour de la

Préfecture de police (PP), à Paris, le 8 octobre. Il avait alors appelé à construire une « société de vigilance » face à « l'hydre islamiste », cinq jours après l'attentat qui a causé la mort de quatre fonctionnaires de la PP, poignardés par leur collègue Mickaël Harpon, manifestement radicalisé.

« N'oubliez pas tout ce que j'ai dit : faire bloc. Etre vigilant contre toutes celles et ceux qui se radicalisent dans notre société. Faire bloc, et le faire avec tous nos concitoyens, quelle que soit leur confession. (...) Ne stigmatisons pas nos concitoyens [musulmans]. »

« Pyromane »

« Il ne veut pas qu'on mélange l'antiterrorisme, la laïcité, le voile, l'immigration, etc. Tout ça fait un shaker dangereux », estime un de ses proches. Seulement, aux yeux d'une partie de l'opposition, le bartender serait Emmanuel Macron lui-même.

« Je partage l'inquiétude, mais du coup je m'interroge : pourquoi le chef de l'Etat, au moment où les personnels de santé, de l'enseignement, les pompiers, s'inquiètent et sont dans la rue pour réclamer des moyens, nous pose son débat sur l'immigration ? », a fait remarquer, jeudi 17 octobre, le député européen (Europe Ecologie-Les Verts) Yannick Jadot, fustigeant



Pas question pour l'Elysée de dessiner la perspective d'un grand discours sur la laïcité pourtant promis depuis des mois

une attitude de « pyromane qui se dresse en pompier ».

Au-delà de cet aspect, le chef de l'Etat a refusé de trancher le débat qui oppose, entre autres, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, et la porte-parole du gouvernement, Sibeth N'Diaye, sur la question des mères voilées accompa-

« Je ne suis pas là pour donner les bons points et les mauvais points. J'ai parlé des dizaines de fois de ces sujets »

EMMANUEL MACRON

trices de sorties scolaires. Le premier considère que « *le voile n'est pas souhaitable dans notre société* » alors que la seconde n'a « *pas de difficultés à ce qu'une femme voilée participe à des sorties scolaires* ».

« *Je ne suis pas là pour donner les bons points et les mauvais points*, a évacué M. Macron. *J'ai parlé des dizaines de fois de ces sujets.* » Une manière de renvoyer vers ses précédentes déclarations, du temps où il n'était pas encore président de la République. Mais aussi de souligner, sans le dire, sa position actuelle.

« *Je ne crois pas, pour ma part, qu'il faille (...) aller traquer dans les sorties scolaires celles et ceux qui peuvent avoir des signes religieux* », avait déclaré, le 12 juillet 2016, celui qui était encore ministre de l'économie de François Hollande. Des mots qu'il refuse, pour l'heure, de prononcer de nouveau. Le premier ministre, Edouard Philippe, a rappelé, pour sa part, qu'il n'était pas dans les projets du gouvernement de changer la législation en la matière.

La pression reste pourtant forte

du côté de la droite sur le sujet, le nouveau président du parti Les Républicains (LR), Christian Jacob, réclamant la fin de l'« *ambiguïté* » et l'interdiction du port du voile dans le cadre des sorties scolaires. « *Comment vous allez expliquer que le voile est autorisé pour accompagner des enfants à la cantine s'ils sortent des murs de l'école, et qu'en revanche dans l'école il n'est pas accepté?* », s'est-il interrogé jeudi.

Mais l'Elysée ne veut pas agir sous la pression. Pas question de revenir sur ce principe, ni de dessiner la perspective d'un grand discours sur la laïcité, pourtant promis depuis des mois. « *Nous attendons sur ce sujet la parole du*

président de la République, qui l'a reportée moult fois », a estimé, mercredi, le président (LR) du Sénat, Gérard Larcher. Un proche d'Emmanuel Macron veut néanmoins croire que les choses viendront en leur temps, d'« *un pas cadencé* ». Comme le reconnaît un soutien du chef de l'Etat : « *La synthèse macroniste met du temps à se faire...* » ■

OLIVIER FAYE